



## Rapport du Président Transfert du service Agro-Environnement de l'OEC vers l'ODARC

L'OEC compte un Service « Agro-Environnement » doté en début d'année 2021 de **15 ETP**, dont 7 ETP de catégorie A et 8 ETP de catégorie B, répartis sur l'ensemble de la région Corse. La répartition géographique des agents est la suivante :

- **6** sont basés en Corse du Sud dont 3 dans le Nord 2A (Ajaccio) et 3 dans l'Extrême Sud (Porti Vecchju)
- **9** sont basés en Haute-Corse dont 2 dans la Région bastiaise (Bastia), 2 en Balagne (Cateri), 1 dans le Nebbio, (Ometa di Tuda), 3 dans le Centre Corse (Corti) et 1 sur la Plaine Orientale.

La mission de base du service « Agro-Environnement », et la raison d'être à l'origine de sa création (*initialement au PNRC dans les années 80 puis à l'ODARC, puis à OEC depuis 2006*) consiste à mener depuis toutes ces années, **des actions en faveur du pastoralisme**, afin de promouvoir auprès des éleveurs une reconquête des espaces pastoraux en déprise et combustibles permettant de contribuer efficacement à la prévention des incendies, et une gestion des pratiques et des ressources raisonnée, performante et plus respectueuse de l'environnement.

Les missions principales s'articulent autour des thématiques suivantes :

- Recherche et expérimentations du matériel végétal, des techniques culturales et des pratiques agro-sylvo-pastorales innovantes, respectant l'environnement et adaptées aux conditions pédo-climatiques de la Corse,
- Développement de l'agroforesterie et du sylvo-pastoralisme,
- Participation à l'élaboration des Mesures Agro-Environnementales (MAEC) corses,
- Alimentation des bases de données nécessaires aux actions menées (SIG),

- Collaboration technique avec les organisations institutionnelles et professionnelles du monde agricole,
- Élaboration d'outils de vulgarisation au profit des techniciens, agriculteurs et éleveurs,
- Accompagnement et soutien administratif et technique aux éleveurs et agriculteurs :
  - Conseils techniques et vulgarisation des résultats d'expérimentations,
  - Élaboration des diagnostics d'exploitation dans le cadre des contrats MAEC,
  - Accompagnement à la déclaration annuelle des surfaces à la PAC des bénéficiaires de contrats MAEC (notamment),
  - Animation de groupements d'éleveurs autour d'objectifs agro-écologiques (ex : groupements pastoraux, GIEE...).

Le service « Agro-Environnement » conduit également des actions orientées plus globalement vers **la prévention des incendies en milieu rural**. Les missions principales s'articulent autour des thématiques suivantes :

- Appui administratif et technique conséquent aux communes dans la mise en œuvre des Obligations Légales de Débroussaillage (OLD) dans les espaces habités, en réalisant des actions d'animation et de sensibilisation auprès des populations rurales,
- Contribution à une bonne connaissance de la problématique des incendies sur la région,
- Participation active aux groupes de travail relatifs à cette thématique à l'échelle régionale avec les partenaires institutionnels de la prévention et de la lutte.

L'ensemble de ces missions sont assurées par des chargés de mission agro-environnement (agents pastoralistes) et des animateurs du débroussaillage.

Au regard des missions et activités du service, essentiellement menées **au profit des exploitants agricoles et du monde rural en général**, son positionnement au sein de l'ODARC, comme ce fut d'ailleurs le cas par le passé (entre 1996 et 2005), apparaît plus pertinent aujourd'hui que son maintien au sein de l'OEC, tant pour le Président de l'ODARC que pour celui de l'OEC.

Tous les agents concernés, dont l'ensemble des avantages et droits acquis à l'OEC seraient bien entendu préservés, ont donné leur accord quand à un éventuel transfert à l'ODARC.

La procédure préalable à un tel transfert, qui n'aurait aucune incidence sur la continuité des actions menées, consiste :

- En des délibérations concordantes des deux Conseils d'Administration des deux Offices concernés (après avis de leurs Comités Economiques et Sociaux respectifs),
- Et d'une délibération de l'Assemblée de Corse relative aux conséquences budgétaires, tant concernant les postes autorisés à chacun des établissements, que les crédits d'investissement et de fonctionnement afférents au service transféré (*à titre indicatif, le budget 2020 du service Agro-Environnement s'élevait à 55.000€ en fonctionnement, hors charges de personnel, et 100.000€ en investissement*).

Ce transfert donnerait lieu à une convention entre l'OEC et l'ODARC définissant précisément ses modalités et notamment :

- Sa prise d'effet,
- Les conditions relatives aux agents (maintien de la rémunération, maintien de l'ancienneté et des droits acquis notamment en matière de congés, maintien de la résidence administrative...).
- Les moyens matériels (véhicules de service, matériel informatique, matériel technique spécifique...) transférés à leur valeur nette comptable